

Lapin

Fiasco à Matignon : le jour où les Gilets jaunes ont rendu aux élites la monnaie de la pièce de leur sécession

C'est un moment inédit dans l'Histoire de la cinquième République : le mouvement des Gilets jaunes, invité à Matignon pour échanger avec le Premier ministre, a boudé le rendez-vous. Preuve de la crise de défiance qui frappe de plein fouet la démocratie française.

Atlantico Avec [Jean-Sébastien Ferjou](#)

La France a vécu ce vendredi un moment dont le recul nous dira s'il était bien ce qu'il semblait être : un tournant dans notre vie politique et démocratique. Les images de la cour vide de Matignon avaient un caractère hypnotique. Dans l'œuvre la plus célèbre de Samuel Beckett, deux vagabonds attendaient Godot. Ce vendredi, le premier ministre de la République et son ministre de la transition écologique et solidaire attendaient les Gilets jaunes sous les ors de la République. Ils ne sont pas venus.

Ou plus exactement, si, deux d'entre eux sont venus. Les deux font partie du groupe de 8 porte-paroles qui avaient été désignés par le mouvement en début de semaine et qui s'est depuis auto-dissous par souci de ne pas être suffisamment représentatif. L'un des deux est resté invisible, passant par une porte dérobée. L'autre, Jason Herbert, seul, à pied, mains dans les poches, loin de l'imagerie des ballets de berlines, est resté quelques minutes seulement, venant ensuite expliquer aux caméras que la condition posée par les Gilets jaunes pour s'entretenir avec Edouard Philippe étant refusée par Matignon, personne d'autre ne viendrait. Les Gilets jaunes souhaitaient en effet que le gouvernement accepte que la rencontre soit intégralement filmée.

Nous sommes là au cœur de la crise de défiance qui frappe de plein fouet la démocratie française. Il ne s'agit plus seulement d'une crise des corps intermédiaires mais d'une crise de confiance totale. Aucune démocratie, ni directe ni représentative n'est possible dans ce contexte (à dire vrai, on est tenté de dire qu'hormis dans une principauté, aucune démocratie directe n'est jamais possible...). L'intervention d'un SAMU politique est devenue absolument nécessaire.

N'en déplaise à ceux qui ne voient dans les Gilets jaunes qu'un mouvement démocratiquement pauvre et aux revendications décousues, il y a une véritable maturité politique dans les revendications exprimées par plusieurs de leurs porte-paroles. Tous sont extrêmement soucieux de leur représentativité. Les égos et les ambitions existent certainement aussi chez les Gilets jaunes mais le critère de la légitimité est devenu central chez ceux qui en portent la voix.

Aux yeux des manifestants, les corps intermédiaires, partis ou syndicats sont morts. Pour autant, les Gilets jaunes n'ont pas renoncé à exprimer encore une attente politique très forte, même si elle n'est formulée qu'à demi-mot ou en creux. Celle d'un profond changement. Jason Herbert le disait à Matignon, ils veulent que leur dignité leur soit rendue, qu'ils puissent vivre décemment de leur travail. Les slogans « On n'est pas des cons » ou « arrêtez de nous prendre pour des cons » figurent sur des centaines de banderoles qui flottent dans le pays. Les attaques de journalistes –injustifiables, on ne le redira jamais assez- témoignent d'une certaine manière aussi de cette revendication puisque les Gilets jaunes ont pu avoir l'impression –souvent à tort ou au terme d'une « analyse » trop rapide- que les médias déformaient leur représentation, que ce soit sur leur nombre, leur sociologie sur leurs aspirations politiques. Que des extrêmes fassent partie de leurs rangs ne justifie en rien que le gouvernement ou certains commentateurs aient pu en dresser le portrait d'une France fasciste, énième tentative des élites de réduire tous ceux qui ne pensent pas comme elles à une « France moisie » ou rance et les Gilets jaunes à un ramassis d'affreux, sales et méchants.

Autre biais répandu, les réduire à une jacquerie fiscale. Les Gilets jaunes ont des préoccupations de fins de mois, c'est pour ça qu'ils sont dans les rues, c'est une évidence mais contrairement à ceux qui ne veulent entendre que la revendication du «bifteck », ils ne se fichent pas de la manière dont ce bifteck leur serait donné. Ils sont capables de faire le diagnostic, même flou, que leurs fins de mois, ce sont les grands choix politiques de ces 40 ans dernières années qui les ont produites. Le diesel est la goutte d'eau qui fait déborder le vase mais il y a eu toutes les précédentes, de gouttes, de la concurrence souvent déloyale de la Chine à l'émergence d'un monde aux mouvements de capitaux incontrôlés en passant par la décapitation évitable de l'industrie de nombre de pays européens et la gestion « anorexique » de la croissance au cœur de la zone euro. Lucide, mais curieusement sans suivre le fil logique de sa propre réflexion, Emmanuel Macron dressait lui-même dans son discours de mercredi le constat de Français ayant le sentiment qu'on a créé un monde qui n'est plus fait pour eux.

Bien sûr, faire des Gilets jaunes la nouvelle avant-garde du genre humain serait parfaitement ridicule. Les revendications restent sourdes, souvent mal exprimées et la colère est rarement bonne conseillère, les dérapages violents l'ont abondamment montré. Mais comment imaginer que la France périphérique si bien identifiée par Christophe Guilly serait sourde et aveugle ? Muette, elle l'est longtemps restée mais cette phase-là est terminée. La thématique du 1% bénéficiant de la mondialisation s'est imposée partout en Occident. Les Panama papers ou autres Luxleaks ont fait la Une des journaux. La contestation des exigences de rendement intenables s'est introduite dans les débats politiques de toutes les élections et on imagine mal même dans la sphère libérale qui oserait encore revendiquer un thachérisme pur souche ou l'esprit des Yuppies new-yorkais des années 80. L'image d'un capitalisme financier devenu prédateur s'est répandue au fur et à mesure que les classes moyennes des pays Occidentaux constataient qu'elles étaient devenues les dindons de la farce de la mondialisation des 30 dernières années, y compris aux Etats-Unis... Qu'on se souvienne du Occupy Wall Street, bien avant Bernie Sanders ou Donald Trump. Comme le décrivent très bien Jérôme Fourquet de côté-ci de l'Atlantique ou Christopher Lasch de l'autre ([et dont les extraits du dernier livre sont à lire ici](#)), les élites ont fait sécession, elles ne paient plus d'impôts parmi nous, elles ne vivent plus sur les mêmes lieux et parviennent géographiquement à échapper aux tensions générées par les effets secondaires d'un monde aux frontières ouvertes et aux migrations en crue. La mort des grandes idéologies qui permettait au monde d'être intelligible lors de conflits sociaux antérieurs rend le constat d'autant plus amer que bien des Français, toutes catégories sociales confondues se sentent orphelins de sens.

Depuis une bonne quinzaine d'années, l'exaspération ou le doute sur les fondements du système s'expriment lors de presque tous scrutins. Second tour de 2002, referendum de 2005 en France, Trump, Brexit, Salvini, Orban, Kurz... le nombre de bulletins de vote voulant mettre un terme à la dérive, fut-ce au prix de choix politiquement risqués pour ne pas dire hasardeux, ne cesse de gonfler. L'élection même d'Emmanuel Macron –et c'était là son grand talent- s'est inscrite dans ce mouvement. Il promettait une révolution et une transformation du pays, il promettait de ne ressembler à aucun de ses prédécesseurs, les Français l'ont pris au mot. Ils se réveillent dépités...

Ce vendredi, le vide laissé dans la Cour de Matignon nous montrait de manière éclatante qu'aujourd'hui, c'est le peuple qui fait sécession. Le système l'a oublié, qu'à ne cela ne tienne, il tente de faire sans lui. Pas nécessairement contre lui, mais sans lui. Pas nécessairement non plus en voulant à tout prix inventer une démocratie directe, la grande attention portée à la représentativité de ses porte-paroles par le mouvement est très éclairante de ce point de vue. Une grande concertation dans les territoires ? A quoi bon si tout est déjà décidé. Pourquoi prendre la peine de parler avec des gens qui veulent « écouter le dialogue », comme le déclarait Edouard Philippe face à Jean-Jacques Bourdin dans un étrange lapsus cette semaine, formule qui montre bien l'idée que le Premier ministre semble se faire de sa place -et de la leur- dans ces échanges ?

Le président, le gouvernement et la majorité présidentielle ont une légitimité légale qu'il est dangereux de vouloir remettre en cause. Les cris de « Macron démission » ou les propos orduriers lancés à l'encontre du pouvoir ici ou là sur les lieux de blocage sont déplacés. Ils témoignent du

degré d'exaspération des manifestants qui les lancent et certainement de la présence parmi eux d'extrémistes n'ayant qu'un goût très modéré pour la démocratie mais ils ne sauraient être considérés comme des revendications légitimes. Du reste, du côté de la parole semi-officielle du mouvement –puisque aucun des Gilets jaunes ne semble vouloir ni pouvoir en incarner la voix incontestable- rien de tel. Les Gilets jaunes canal officiel sont (encore) dans l'expression de leurs doléances, pas dans l'appel à la chute du Roi.

Quelle issue à ces revendications profondes ? Celles sur les taxes sur le diesel pourraient être apaisées rapidement si le gouvernement ne faisait le pari qu'il a plus à perdre de son renoncement à une fiscalité écologique considérée comme « totémique » et consubstantielle de l'ADN du macronisme qu'à gagner en cédant à ceux qui le pressent –y compris dans ses propres rangs de différer. Sur le terrain de la dignité de Français se sentant exclus de leur propre monde, c'est plus difficile. Le contrat social promettant bon an mal an depuis 1945 une amélioration constante des niveaux de vie est rompu.

Sur le papier, deux choses pourraient aider à une sortie de crise.

D'abord, des outils. Il y a bien sûr les réseaux sociaux qui ont permis l'émergence du mouvement et cette sorte d'illusion d'une démocratie directe mais [il y a surtout des applications comme Freedom](#) utilisées par Trump ou Obama qui permettent de créer des espaces de communication cryptés pour une communauté politique. Ou comme celle utilisée en Italie par le mouvement Cinq Etoiles lors de sa phase de développement initial. Les Civic Tech évoquées lors du Forum pour la paix de Paris après le 11 novembre ou les plateformes de pétition ou de changement comme Make.org pourraient aussi être de précieux soutiens à l'émergence d'un mouvement organisé. Problème, ceux qui les maîtrisent se recrutent plus dans les rangs de la France macronienne que dans la sociologie des Gilets jaunes. Et il faudra un temps incompressible pour que ces outils permettent aux manifestants de se désigner des représentants incontestés. Et à la France de se reconstruire des institutions revitalisant sa démocratie représentative.

Ensuite, il y a la sortie politique. Le précédent le plus proche des Gilets jaunes est incontestablement celui des Indignados qui occupaient la Puerta del Sol à Madrid avant de faire tâche dans toute l'Espagne. Ce qui a permis au mouvement de muer et de se transformer en parti politique (Podemos), c'est la publication d'un manifeste « Prendre les choses en main : convertir l'indignation en changement politique » dans le site d'information Publico. Les campements avaient été levés en juin 2011 mais en 2014, une trentaine de personnalités de mouvements associatifs et politiques, du monde de la culture ou du journalisme apportèrent un corpus aux revendications des Espagnols de la rue qui se sentaient trahis par leurs représentants. Le manifeste refusait les politiques d'austérité et la corruption et c'est sur son fondement qu'une liste s'est créée pour les Européennes de 2014 et que 69 parlementaires ont été élus lors des élections générales de 2015.

3 ans, entre la rue et les urnes, c'est long, mais l'histoire politique s'accélère comme l'élection présidentielle de 2017 nous l'a montré. Avec ou sans délai de rédaction, le problème du contenu d'une plateforme reste entier. La crise économique vécue par l'Espagne rendait le manifeste des Indignados plus « évident », à défaut d'être absolument rationnel d'un point de vue économique. Aujourd'hui en France, nous ne sommes pas tant dans une crise que dans un marasme économique. Mais qui pourraient être les intellectuels qui accouchent les Gilets jaunes ? Pour que le mouvement ne se transforme pas en occasion manquée où une diversion budgétaire ou fiscale quelconque calme les foules en les laissant insatisfaites et prêtes à recommencer.

Paradoxalement, le macronisme pourrait aider malgré lui à cet accouchement tant le gouvernement paraît accroché à l'idée de ne pas céder à la rue pour ne surtout pas ressembler à ses prédécesseurs.

Si on considère que les Gilets jaunes veulent que le monde change car celui-ci est injuste et en déclin (pour eux en tous cas), qui pourrait éclairer le chemin en dehors des partis ou mouvement politiques existants et dont aucun ne semble en mesure de le faire ? Une voie serait celle d'une galaxie courant d'un Jean-Claude Michéa à un Michel Onfray en passant par une Natacha Polony

ou un Eric Zemmour. Au programme : décroissance- démondialisation et remise au goût du jour d'un conservatisme social de bon aloi (les ni-ni du libéralisme en quelque sorte, ni économique ni culturel). Mais seraient-ils vraiment en phase avec des Gilets jaunes qui vivent l'atonie de la croissance au quotidien et ne goûtent pas la frugalité qu'elle leur impose ?

A lire aussi : Pourquoi le mouvement des Gilets jaunes échappe totalement au monde politique

Pour entrer en résonance avec la sociologie très particulière des Gilets jaunes, il manque probablement en France une galaxie intellectuelle ou politique qui serait plus recroissante que décroissante, plus remondialisatrice que souverainiste, le tout saupoudré de conservatisme culturel. Qui pourrait expliquer qu'une autre croissance, plus forte et moins injuste (ni capitalisme financier, ni social-libéralisme ou social-démocratie) est possible ? La question à 500 millions d'euros est ouverte...